NOUVELLE-CALEDONIE

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Nouméa, le 22 Février 2001

Avis n° 01/2001
concernant le projet de loi du pays
relatif à la cotisation des employeurs sur les salaires
au titre de la formation professionnelle

(Saisine du Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie)

Le Conseil Economique et Social de la Nouvelle-Calédonie, conformément à la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la délibération n° 03/CP du 05 novembre 1999 portant organisation et fonctionnement du Conseil Economique et Social de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la délibération n° 1-CES/2000 du 07 mars 2000 portant Règlement Intérieur du Conseil Economique et Social,

Vu la saisine du Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie concernant le projet de loi du pays relatif à la cotisation des employeurs sur les salaires au titre de la formation professionnelle en date du 09 Février 2001,

Vu l'avis du Bureau en date du **20 Février 2001**,

Vu l'urgence signalée,

a adopté lors de la Séance Plénière en date du **22 Février 2001**, les dispositions dont la teneur suit :

I - RAPPELS

Selon l'article 22-2° de la loi organique 99-209 du 19 Mars 1999, la Nouvelle-Calédonie est compétente en matière de formation professionnelle qui constitue une priorité pour son développement économique et social.

Divers programmes de formation professionnelle sont mis en œuvre chaque année par le budget de la Nouvelle-Calédonie et sont en constante et régulière augmentation.

Le Gouvernement a saisi le Conseil Economique et Social par voie d'urgence à la suite de la demande du Conseil d'Etat qui a estimé que l'Institution devrait être consultée sur ce type de projet de texte.

II - OBJECTIFS DU PROJET DE LOI DU PAYS

Ce projet de loi du pays a pour objectif de favoriser la formation professionnelle au travers des trois principaux organismes spécialisés dans ce secteur qui sont :

- les Centres de formation des Apprentis (C.F.A) de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la Chambre de Métiers ainsi que l'Etablissement Territorial de Formation Professionnelle pour Adultes (E.T.F.P.A)

Dans cette optique, il est proposé d'affecter à ces établissements porteurs de programmes majeurs, la cotisation des employeurs sur les salaires fixée à 0,25 % des salaires plafonnés et recouverts par la CAFAT pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

III - CONSTATS

Le Conseil Economique et Social constate l'effort sans cesse croissant effectué en faveur de la formation professionnelle ces dernières années avec notamment le développement de l'apprentissage et des programmes de formations qualifiantes.

Ainsi, au titre de l'année 1999, les trois organismes concernés ont assuré en moyenne la formation de 1500 stagiaires. Au titre de l'année 2000, ces données sembleraient être identiques.

Le Conseil Economique et Social considère que la formation professionnelle et notamment l'apprentissage est une priorité pour les chefs d'entreprises. En effet, 80 % des apprentis trouvent un emploi à l'issue de leurs stages. Ces formations complémentaires de celles effectuées par l'Education Nationale sont un facteur de promotion et de réinsertion sociale.

Le Conseil Economique et Social remarque que la Nouvelle-Calédonie pourra au travers de la réaffectation de la cotisation des employeurs sur les salaires réorganiser le financement de la formation professionnelle en permettant d'une part, une avance de trésorerie sur le financement de l'apprentissage et d'autre part, un complément nécessaire au fonctionnement de l'E.T.F.P.A.

Le Conseil Economique et Social souligne qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle création d'impôt, mais que cette taxe existe et que son pourcentage est inchangé. En conséquence, cela n'a pas pour effet d'augmenter le coût du travail.

Le Conseil Economique et Social note toutefois que cette taxe était auparavant destinée à l'Agence pour l'Emploi dont le financement ne relève plus, selon la loi organique, de la Nouvelle-Calédonie. L'emploi étant désormais de compétence provinciale, la création d'une agence interprovinciale semblerait logique mais ne pourra évidemment se faire sans le concours financier des trois Provinces.

Le Conseil Economique et Social constate que de nouvelles synergies devront être réalisées dans la mesure du possible, par les organismes de formation afin de réduire les coûts et notamment au niveau de l'utilisation des locaux techniques (exemple : atelier de mécanique, cabines de peinture, cuisines), des moyens humains et matériels.

IV - CONCLUSION

Le Conseil Economique et Social estime que les trois Chambres Consulaires devraient être traitées à l'identique et que la répartition de cette recette devrait évoluer en faveur d'autres organismes de formation s'ils remplissent par l'importance de leur développement toutes les conditions d'organismes majeurs de formation (par exemple : le développement de la formation à la Chambre d'Agriculture).

Le Conseil Economique et Social émet un avis favorable au présent projet de loi du pays.

LA SECRETAIRE DE SEANCE

Léontine PONGA

LE PRESIDENT

Bernard PAUL